

NOVEMBRE 2023

UD NORD

Numero : 928

Prix : 1 euro



Union départementale
des syndicats CGT
du Nord



03.59.26.06.30



contact@cgt59.fr



254 bd de l'usine
59030 Lille cedex



www.cgt59.fr



@udcgnord59



@udcgnord59



UDnews#59



Le monde est dans la tourmente, notre pays est dans le monde, et notre CGT aussi. Encore le terme « tourmente » est-il faible et flou. Nous, travailleurs, sommes aspirés dans le tourbillon de la crise du capitalisme au stade de l'impérialisme, dont les puissances, comme la France, connaissent aujourd'hui un déclin relatif alors que les manifestations de résistances multiples et multiformes à l'hégémonie occidentale, construite à partir des premières et secondes colonisations se multiplient et s'affirment. En un mot le profit des multinationales est menacé, ça sent la guerre et ça pue de plus en plus fort...

L'arrestation à l'aube, chez lui, de notre Secrétaire Général, pour être traîné dans une cellule du commissariat de Lille, s'inscrit bien dans ce contexte global. Il s'agissait, le vendredi 20 octobre de faire pression sur le légitime soutien qu'apporte, depuis 128 ans, notre CGT aux combats anti-coloniaux pour la justice et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ici le peuple palestinien, soumis depuis 75 ans à l'occupation, aux déplacements de populations, et à ce que certains appellent à juste titre un « sociocide ».

Lorsque, avec d'autres, notre Union Départementale est traînée au Tribunal par les cadres d'une association dévoyée (Emmaüs), afin de briser la grève de travailleurs jetés par l'impérialisme sur les routes de l'exil puis placés hors du droit du travail, et producteurs de millions accumulés on ne sait où, les logiques sont les mêmes. Nous devrions nous cantonner à un « dialogue social » restreint dans les limites d'un chauvinisme qui n'a jamais eu de place dans notre CGT.

Tout l'appareil d'État est mis au service des intérêts de « nos » capitalistes, et ces intérêts dépassent nos frontières. Aussi faut-il, pour préserver les profits, déclencher et soutenir durablement les guerres. Trois chiffres le démontrent : les profits nets du CAC 40 au premier semestre de cette année ont atteint 71 milliards. Et, alors que la destruction méthodique de notre système de santé, de notre sécurité sociale et de notre droit du travail se poursuivent, le budget français de la guerre s'élève à 413 milliards. Il manque, paraît-il, 13 milliards pour maintenir notre système de retraite...

Celle ou celui qui penserait que notre interlocuteur, dans le cadre national, en qualité d'organisation syndicale, serait le Ministère du Travail, se trompe : ils nous ont déclaré la guerre et criminalisent partout le combat syndical, et les Ministères en charge de nous bâillonner

sont ceux de l'Intérieur et de la Justice. Pas de « dialogue social » ici...

A notre échelle c'est le Préfet et Darmanin qui sont chargés de nous bâillonner. Manifestations interdites ou parcours invisibilisés, travail en commun avec le patronat local pour casser les grèves (Vertbaudet, Emmaüs...), et désormais intimidations afin de nous empêcher de mener le combat des travailleurs pour la paix. Des « syndicats » de policiers l'ont proclamé sans ambages : « Nous sommes en guerre ». Aussi avons-nous bien toutes notre place dans la manifestation contre les violences policières, le 23 septembre dernier.

Cette logique de répression, que les décisions récentes illustrent, ne s'arrête pas aux prétoires ou aux cellules des commissariats. Dans l'entreprise, dans les services, les tauliers savent qu'ils ont les mains libres. La procédure entamée contre le camarade de la CGT d'Alstom comme celles entamées contre 1000 camarades dont 400 de l'Énergie, forment un tout dont nos militantes et militants, subissent au quotidien, les effets.

Il est temps de serrer les rangs et de prendre la mesure de ce qui nous attend. Les défaites passées (sur l'ANI, la loi El Khomri, les ordonnances Macron, les retraites, mais aussi celle des Gilets Jaunes...) ont permis provisoirement à ceux qui dirigent encore la société de façon de plus en plus brutale, en remettant en cause toutes les libertés publiques et la démocratie bourgeoise elle-même – pensons à la succession de 49.3- d'inverser le rapport de force à l'entreprise et dans la société en général. Aussi, notre syndicalisme de classe, réduit par l'adversaire et ses lois antisociales et répressives qui compliquent notre action, se retrouve-t-il face à un défi : ou bien gérer de manière routinière le peu qu'il nous reste à gérer ou bien se renforcer quantitativement et idéologiquement pour organiser la contre-offensive. C'est-à-dire passer de la défense à l'attaque en remplaçant notre slogan « On lâche rien » par « On va tout leur reprendre »

Pour la paix, pour nos salaires, pour nos retraites, pour notre sécurité sociale, pour nos droits sociaux et nos droits démocratiques, pour une autre société, débarrassée de la notion de profit et fondée sur le principe « *de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* » nous avons donc le devoir urgent de nous développer quantitativement et de nous renforcer idéologiquement, sans trembler, face à l'offensive suicidaire de ceux qui sont prêts à tout écraser sur leur passage pour maintenir des positions d'ores et déjà dépassées par l'Histoire.

SOMMAIRE

Edito	Page 2
Ecla-TS	Page 3
International	Pages 4-5
Halte à la répression syndicale	Pages 6-7
Cotisation Syndicale	Page 8
Représentativité	Page 9-11
Histoire de classe	Page 12
Indécosa CGT	Page 13
Echos des Luttés	Page 14
Partenariat UP	Page 15
Echos des Luttés	Page 16
Partenariat Macif	Page 17
Partenariat Aesio	Page 18

Commission paritaire :
0219 S05921 ISSN0152-383X

Directeur de la publication :
Jean Paul DELESCAUT

ESCAPADE
PROXIMITÉ
RENCONTRE



ÉCLA~TS

ÉCHANGE COOPÉRATION LOISIRS
ANIMATION - TOURISME SOCIAL

FONDÉE EN 2008 PAR

TOURISME ALTERNATIF

NOUS DÉFENDONS L'ACCÈS AUX LOISIRS ET AUX VACANCES DE QUALITÉ POUR TOUS !

80

PARTENAIRES
LOISIRS, SPORT,
CULTURE

200

DESTINATIONS EN
FRANCE ET À
L'ÉTRANGER

20

PARTENAIRES ISSUS
DU TOURISME
SOCIAL



CINÉMA

Kinépolis, UGC,
Pathé, Gaumont,
Mégarama,
Cin'Amand, les
Étoiles...



LOISIRS

Battle kart,
bowling, escape
game, laser game,
patinoire,
wonderbox...



MUSÉES

C'art, centre
historique minier,
Grévin, Louvre
Lens, Nausicaa,
Grottes de Han...



VOYAGES

Escapades
citadines, voyages
d'une semaine en
France et à
l'étranger



SORTIES

Visites de capitales,
parcs à thème, et
participation à des
expositions ou
événements

**ADHÉREZ OU FAITES ADHÉRER VOTRE STRUCTURE, CSE, SYNDICAT !
BÉNÉFICIEZ DES OFFRES DE VOYAGES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER,
DES SORTIES ET VISITES EN BUS, DES RÉDUCTIONS SUR LES BILLETS DE
CINEMA, MUSÉES, PARCS...**



03 20 05 10 12



CONTACT@ECLA-TS.FR



ECLA-TS.FR

Mobilisation de toute la CGT pour un cessez-le-feu à Gaza

Une inacceptable punition collective.

Depuis un mois, les habitant-es de Gazas ont sous le feu des bombardements de l'armée israélienne. Plus de 10 000 personnes sont déjà mortes dont près de la moitié sont des enfants. Ces massacres de la population palestinienne ne font que s'accroître chaque jour.

Rien ne justifie la punition collective actuellement à l'œuvre contre le peuple palestinien tout entier. Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité se multiplient dans ce qui s'apparente de plus en plus à un génocide.

Une situation humanitaire catastrophique

Les hôpitaux sont bombardés, ceux qui ne sont pas encore détruits sont exsangues et pris d'assaut par les blessé-es. Les soins sont quasiment impossibles les blessures de guerre très graves et les amputations sont réalisées sans anesthésie. Près de 1,7 million de personnes ont été obligées de quitter leur logement dans l'urgence et la peur. Mais le sud de Gaza, où se réfugie une partie des habitants du nord, est bombardé, alors que la densité de population au kilomètre-carré y a dépassé les 10000 habitant-es

Le droit international doit être imposé

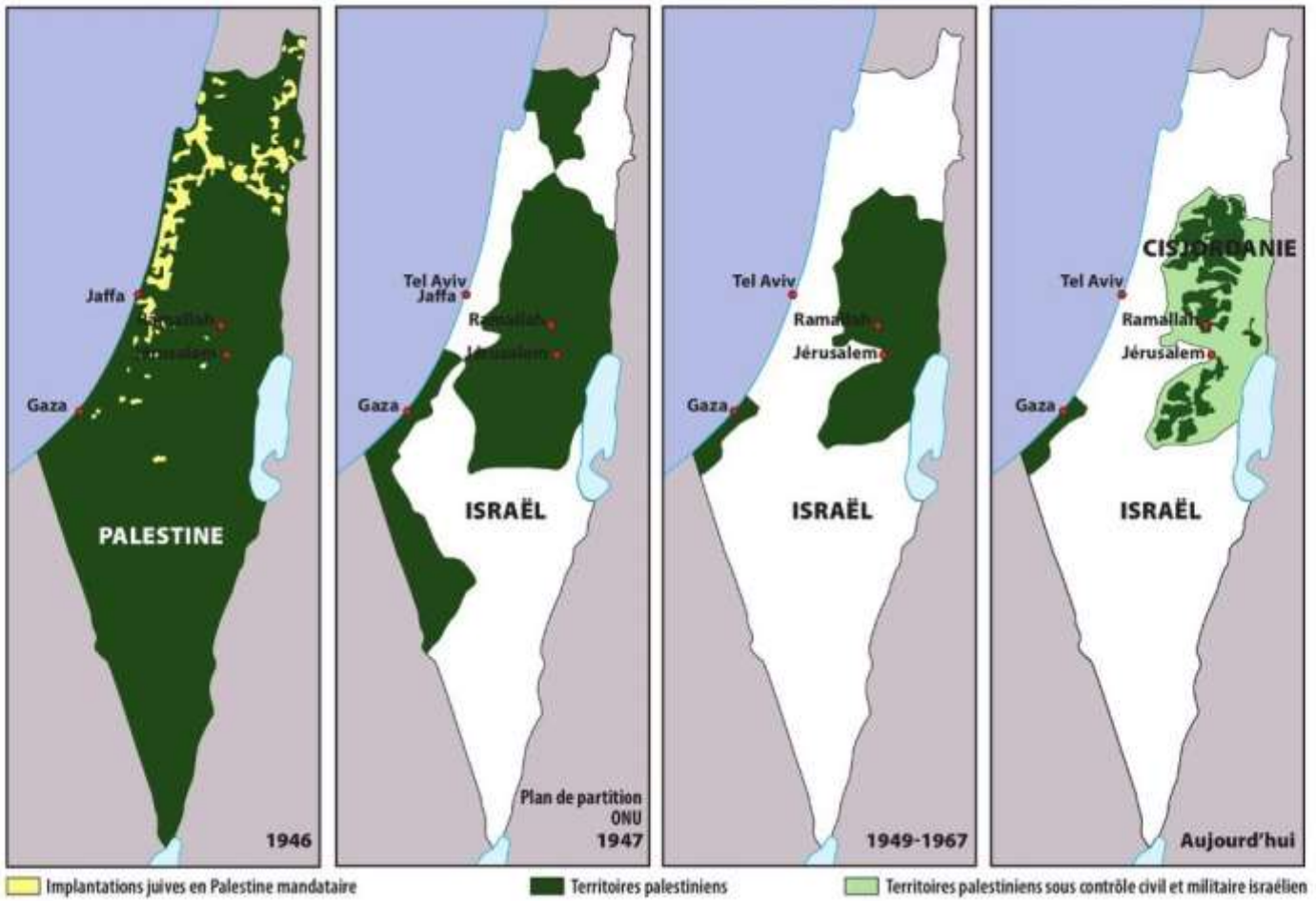
Le gouvernement israélien bafoue à nouveau le droit international après l'avoir fait depuis des décennies avec l'occupation des territoires palestiniens par les colons israéliens. Ce gouvernement dominé par l'extrême droite mène ouvertement une politique d'apartheid et poursuit inexorablement la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, au mépris de toutes les décisions internationales, fermant chaque jour davantage la porte à tout processus de paix, alors que Benyamin Netanyahou et ses alliés politiques appellent à raser les villes de Gaza. La communauté internationale, particulièrement mobilisée pour la cause palestinienne, dénonce cette politique mortifère du gouvernement d'extrême droite israélien et appelle à mettre fin aux massacres. Dans la plupart des capitales dans le monde, des manifestations particulièrement fortes se déroulent toutes les semaines avec des appels à la paix

Manifestation et rassemblements pour :

- Le cessez-le-feu immédiat;
- L'arrêt des bombardements et des déplacements forcés de la population;
- La protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie;
- Une paix juste et durable ;
- La liberté d'expression et de manifestation, les libertés démocratiques fondamentales;
- La lutte contre les racismes, l'antisémitisme et l'islamophobie et les stratégies de récupération et de division qui profitent à l'extrême droite



ÉVOLUTION DE LA PALESTINE DEPUIS 1946



**Solidarité
avec le peuple
palestinien.
Stop aux
massacres !**





Communiqué



LES MILITANTS CGT FACE À UN POUVOIR REVANCHARD

Malgré la pluie, ce mardi 14 novembre, plus de 120 militants ont accompagné notre camarade Yvon QUINTIN, retraité de Gaz de France et militant de notre syndicat au commissariat de police de LOOS.

Étaient présents des militants actifs et inactifs, gaziers et électriciens, des salariés du secteur privé mais aussi d'autres services publics que celui de l'énergie touchés eux aussi par les dégradations et remises en cause

des moyens pour assurer leurs missions au quotidien.

Les faits reprochés à Yvon font état de dégradations, vol et mise en danger de la vie d'autrui. Ils font suite à une plainte déposée par GrdF après la diffusion d'un reportage de BFMTV le 19 février relatant une opération Robin des Bois de l'Énergie dans la métropole lilloise et la mise en gratuité de la distribution gaz pour des boulangers et des

associations humanitaires. Notre Camarade a contesté ces accusations devant l'Officier de Police Judiciaire. Il a expliqué que, contrairement aux agents qui intervenaient, il n'était pas cagoulé et n'avait fait que répondre aux questions des journalistes en précisant qu'il veillait à la sécurité des biens et des personnes mais aussi à l'image positive que la FNME CGT renvoyait au travers de ces actions Robins des Bois.

A sa sortie, Yvon a rappelé le contexte de ces opérations et notamment le puissant mouvement populaire contre la réforme des retraites et la flambée des prix de l'énergie où les opérateurs se gavaient sur le dos des usagers et des petites entreprises. Il a rappelé les 65% de hausse du chiffre d'affaire d'ENGIE en 2022 et les 3,4 milliards de dividendes que l'entreprise s'appropriait alors à verser aux actionnaires. Une autre distribution des profits réalisés auraient pu permettre de diminuer de 22% les factures de tous les usagers domestiques et industriels ! Il est urgent de sortir du marché européen de l'énergie qui nous conduit dans le mur !



Il a ensuite salué l'abnégation et le courage de tous ces agents du service public mobilisés pendant les tempêtes et les inondations particulièrement importantes dans notre région. Il a aussi dénoncé le comportement des pouvoirs publics. Ceux-ci sont capables de rendre hommage aux sauveteurs déployés ou lors de décès accidentels comme, récemment, celui de notre collègue à ENEDIS pendant la dernière tempête en Bretagne. Mais, dans le même temps, aidés par certains managers zélés dans nos entreprises, ils criminalisent l'activité syndicale qui lutte pour de meilleurs salaires et des moyens humains et matériels pour assurer les missions de service public.



L'affaire est à suivre et nous restons mobilisés plus que jamais. On ne lâche rien. Jamais on ne lâchera.



SOUTIEN À NOTRE CAMARADE GUILLAUME !

Notre Camarade Guillaume ROSEY, secrétaire Général de la **CGT** du Centre Hospitalier de Maubeuge est convoqué au tribunal d'Avesnes sur Helpe pour être entendu le 28 novembre prochain.

**L'USD CGT NORD appelle au
rassemblement de soutien
le MARDI 28 NOVEMBRE
2023**

**à partir de 13H30
devant le TRIBUNAL
D'AVESNES-SUR-HELPE**



**QUAND ON TOUCHE
À UN MILITANT **CGT**,
ON S'ATTAQUE À
TOUTE LA **CGT** !!**



Téléphone : 03 20 88 17 25

Mail : usdcgtnord@gmail.com



La cotisation syndicale : à quoi ça sert ?

La cotisation syndicale versée mensuellement par le.la syndiqué.e matérialise son appartenance à la CGT et constitue un élément vital au financement de l'activité de TOUTE la CGT.

La cotisation garantit l'indépendance du syndicat vis-à-vis du patronat et des partis politiques et lui permet de développer son projet pour une société de justice sociale, et parvenir à l'émancipation individuelle et collective.

Le reversement à chacune des organisations constitutives de la CGT de la quote-part qui lui revient, constitue aussi un acte de solidarité dans le sens où la cotisation versée à chacune des organisations contribue au développement de l'ensemble des activités de la CGT.

Fixée statutairement à 1%, la cotisation est un principe d'égalité. Chaque syndiqué.e cotise proportionnellement à ses revenus.

La cotisation n'est pas un simple geste d'appartenance au syndicat, c'est un geste de solidarité qui irrigue toutes les structures de la CGT et qui garantit notre indépendance à l'égard de tous les pouvoirs.

La cotisation permet aussi de comptabiliser nos adhérents.e.s. Notre CGT vit à partir de ses syndiqué.e.s. Ils sont la base de notre CGT. Elle rayonne grâce à elles/eux.

Mais être à jour au sein de toutes les structures de la CGT permet à celle-ci de continuer à avoir les moyens de fonctionner et de lutter. Il est de l'intérêt de TOUTE la CGT. La rentrée de cotisations régulière est primordiale voire vitale pour toute la CGT. De plus être syndiqué.e à la CGT, ce n'est pas juste faire un prélèvement de la cotisation au syndiqué.e c'est aussi reverser à toutes les structures de la CGT. La cotisation doit être ENCAISSÉE, DECLARÉE et REGLÉE. Respecter nos règles de vie et nos règles financières, ce n'est pas simplement une question comptable, c'est une question éminemment *politique*.

Faut-il rappeler que le nombre d'adhérent.e.s d'une organisation syndicale comme la nôtre est essentiel pour la construction du rapport de force le plus grand ? La cotisation, le niveau de régularité de son versement doivent être respectés par toutes et tous, pour toutes et tous NOUS RENFORCER COLLECTIVEMENT.

C'est par la cotisation que se financent l'activité et les initiatives de l'ensemble de nos structurations, du syndicat à la confédération.

Nous devons être ambitieux et inscrire toute la CGT du Nord dans une dynamique à la fois de régularisation des retards, mais également de renforcement, de déploiement, de conquête électorale pour faire en sorte que le syndicalisme de luttes, de conquêtes sociales que nous portons, rayonne sur le plus grand nombre de travailleuses et travailleurs.

ATTENTION : l'exercice 2022 sera clôturé au 31 décembre 2023, toutes les cotisations devront être réglés avant cette date !



ELECTIONS, PAS DE PIEGE ET PAS DE CONS

JUSTE LE MOMENT D'ENTRAÎNER LES SALARIES DANS LA LUTTE ET RENFORCER NOTRE C.G.T.

Beaucoup d'élections dans les entreprises en ce moment. Face aux tauliers, et face à ceux qui les servent sous un paravent syndical, face à l'émiettement syndical, la voix et la voie de la CGT doivent se faire entendre et voir, dans chaque entreprise, dans chaque service.

Chacune et chacun le sait, le travail de conviction, la bataille idéologique, ne sont pas de tout repos. Dans l'entreprise, les écueils sont nombreux, entre répression des camarades, intimidation des salariés, et favoritisme évident envers les syndicats réformistes. Quand le jour des élections arrive, c'est alors qu'on mesure le niveau de résistance et de combativité des salariés.

C'est important, pour les camarades dans les boîtes, de se savoir soutenus et d'inscrire ainsi un rapport de force qui fera, dans le meilleur des cas reculer le patronat, qui au moins calmera ses ardeurs anti-cégétistes.

Il y a l'enjeu de la représentativité dans les entreprises, qui est aussi une question de moyens pour mener la lutte, mais aussi la question de la représentativité, en général, de notre CGT dans les entreprises du pays. Pour cela il est vital de nous renforcer là où nous sommes, et de nous implanter là où nous ne sommes pas encore. Sur le département, nous menons ce combat d'implantation, et nous y reviendrons dans un prochain numéro.

Mais au-delà encore, nous renforcer, par l'adhésion et les élections, c'est renforcer nos positions, en cette période où la profondeur de la crise capitaliste oblige à faire une distinction entre une organisation résistante et porteuse de progrès – la nôtre, et celles qui collaborent de fait avec ceux qui nous entraînent dans le précipice.

En cette période donc, où de nombreux camarades payent le prix de leur engagement par des procédures, dans l'entreprise et en dehors, gagner les élections et gagner de l'adhésion, c'est de fait protéger l'ensemble de l'organisation et l'ensemble des camarades.

Ci-après, quelques nouvelles « électorales » de notre département... Et d'abord la CGT Arcelor de Mardycyk :



Un résultat historique pour la CGT, qui en dit long !

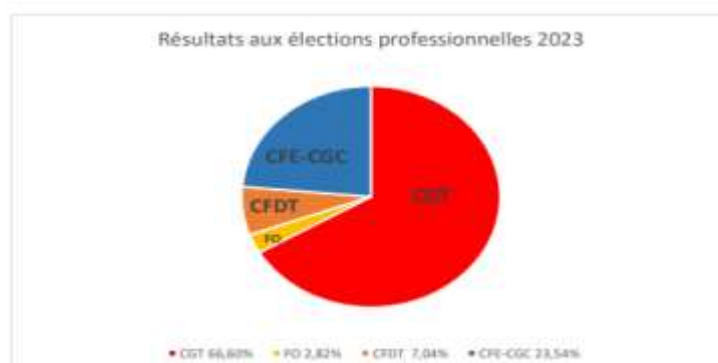
Chers collègues,

Les élections professionnelles, qui viennent de se dérouler, ont rendu leur verdict :

La **CGT** reste majoritaire absolue, avec **66,6 %** des suffrages exprimés et 11 sièges sur 14 au Comité Social et Economique (CSE). C'est en nette progression par rapport aux 52,7 % des élections de 2019. Elle est particulièrement visible au 2eme collège.

Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'une 4eme organisation syndicale était cette année sur la ligne de départ.

Cela atteste de la reconnaissance du travail et des positions de notre organisation syndicale. La représentativité de la **CGT** est d'ailleurs encore davantage légitimée par la participation record (93%) des salariés au vote !



Notre CGT progresse également significativement à Toyota Onnaing



Le 18 octobre 2023

La CGT progresse et devient deuxième syndicat chez les ouvriers

Tout d'abord, la CGT remercie toutes celles et ceux, au 1^{er} collège (TM et TL production) qui ont voté pour nos candidats.

Pour ces élections, la CGT a obtenu :

1^{er} Collège (Ouvriers, TM, TL production)

	Résultats CGT 2023		Rappel Résultats CGT 2019
CSE Titulaires	766 voix (+ 269 voix / 2019) 24,63% (5 élus, + 1 élu / 2019)	CE Titulaires	497 voix 20,38 % (4 élus)
CSE Suppléants	789 voix (+ 279 voix / 2019) 25,37% (5 élus, +1 élu / 2019)	CE Suppléants	510 voix 20,88 % (4 élus)

C'est un résultat en hausse par rapport aux résultats des dernières élections en 2019. Comme en plus nous étions plus nombreux à voter qu'en 2019, la CGT passe de **497 voix en 2019 à 766 voix en 2023**. C'est **269** électeurs supplémentaires.

En pourcentage, la CGT passe de 20,38 % en 2019 à 24,63 % au 1^{er} Collège cette année ! Comme nous n'avons pas pu présenter de candidats au 2^{ème} et 3^{ème} Collège, la CGT fait 20,1 % sur l'ensemble des Collèges électoraux.

Ce sont de très bons résultats malgré les pressions dans les ateliers pour ne pas voter CGT, les pressions sur plusieurs de nos candidats notamment au 2^{ème} Collège où nous n'avons pas pu maintenir une liste.

Dans la période actuelle, c'est une bonne chose que 766 ouvriers, TM et TL, CDI et CDD aient voté pour la CGT. Ils ont voté pour un syndicat qui dit la vérité, et qui dit que les travailleurs doivent se défendre.

Car les attaques patronales vont continuer, notamment avec l'application de la Convention Collective Nationale. Les prix vont continuer à augmenter, et il sera nécessaire de se mobiliser pour imposer des augmentations de salaire en conséquence !

Il nous manque à tous au minimum 400 euros chaque mois, et Toyota est riche à milliards grâce à notre travail à tous !

Il est nécessaire que l'opposition ouvrière que représente la CGT chez Toyota continue à se renforcer après les élections.

Pour cela, nous avons besoin de votre aide à toutes et tous.

Rejoignez-nous. Syndiquez-vous !

De bons résultats également dans le groupe « Voix du Nord »

LE SYNDICAT METROPOLE NORD FILPAC CGT RESTE LA PREMIERE ORGANISATION A LA VOIX DU NORD

Lors des élections professionnelles qui ont eu lieu du 12 au 16 Octobre 2023, vous vous êtes encore une fois bien mobilisés et nous vous en remercions.

Le premier enseignement que nous pouvons tirer est que la CGT reste la première organisation syndicale de l'entreprise.

Dans le collège ouvriers/employés, le syndicat Métropole Nord CGT remporte 6 sièges sur 6 avec 100% des suffrages étant la seule organisation à s'être engagée.

Dans le collège cadres, nous remportons 2 sièges sur les 6 avec 20,24% des suffrages exprimés.

Chez les journalistes, le SNJ CGT conforte sa place de première organisation syndicale.

Métropole Nord CGT représente 62,8% des suffrages (collèges ouvriers/employés et cadres), contre 60,9% en 2018.

La CGT représente 51,54% des suffrages tous collèges confondus (28,21% pour La FILPAC CGT et 23,33% pour le SNJ CGT).

Ces résultats nous confortent, et récompensent le travail réalisé depuis les dernières élections de 2018 par les élus(e)s à qui vous aviez fait confiance. Ils obligent également vos nouveaux représentants à faire encore plus **pour VOUS**. Vos représentants ne manquent pas d'énergie, et seront répondre présent.

Vos représentants auront à cœur comme à ses habitudes de s'investir dans les différentes commissions qui rythment la vie de l'entreprise (Activités sociales et culturelles, égalité professionnelle, mutuelle, formation, ...).

Nous ne manquerons pas de vous interpeller, de vous informer, mais également de vous défendre face à la stratégie de La Voix du Nord.



Vos élu(e)s au CSE Titulaires:

- Reynald Gronek
- Laurence Paret
- Grégory Delecroy
- Olivier Hemans (Cadre)

Vos élu(e)s au CSE Suppléants:

- Christophe Mortreux
- Carole Dewitte
- Arnaud Royer
- David Tixador (cadre)

Votre délégué syndical :

- Reynald Gronek

LES ELU(E)S METROPOLE NORD CGT vous remercient de votre confiance.

N'hésitez pas à nous faire remonter vos résultats !

« Lucien Dufuler, combattant des docks »

Notre camarade Lucien naît en 1908 à Dunkerque. Son père, docker, est mobilisé dès le début de la grande bouche-rie de 14. Livré à lui-même et à la faim, au prix d'une falsification du livret de famille il se fait embaucher à 10 ans dans une raffinerie. Il ne sait alors ni lire ni écrire.

C'est à 18 ans, alors qu'il se fait embaucher sur les docks, qu'il commence à militer dans la CGTU. Avec ses cama-rades, dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, Lucien refuse de décharger les bateaux frappés de la croix gammée.

En 1936 il est chargé par le syndicat (réunifié) de surveiller l'application des dispositions en termes de sécurité et de conditions de travail de la toute nouvelle convention collective, arrachée par la grève générale.

Communiste, il refuse de condamner le Pacte germano-soviétique, conscient que celui-ci est le résultat d'une volon-té des pays capitalistes européens de saborder toute alliance de revers avec l'URSS, ce qui de fait laisse les mains libres à l'Allemagne hitlérienne. Il sera brièvement emprisonné à la fin de l'été 1939.



C'est alors le temps de la clandestinité. Lucien et ses camarades tentent d'organiser des sabotages. Il est arrêté en 1942 par la Gestapo mais parvient à s'évader, avant d'être de nouveau arrêté, cette fois par la police française, en mars 1943. Il s'évade de nouveau et rejoint les FTP.

A la Libération, Lucien reprend ses responsabilités syndicales, y compris au sein de la Fédération des Ports et Docks. Il est de nouveau emprisonné en 1948 pour « entrave à la liberté du travail ». Il est par ailleurs Secrétaire Général de l'Union Locale de Dunkerque de 1945 à 1949.

Il sera brièvement élu à la Commission Administrative de l'Union Départementale. En 1957 il se prononce contre le rapport moral de sa Fédération, l'estimant en-deçà des exigences du moment. Il considère également que la ques-tion de la guerre d'Algérie est centrale et, communiste convaincu et conséquent, combat pour l'indépendance des « peuples coloniaux ».

Confronté à des problèmes de santé, toujours vaillant pour combattre la « mièvrerie » et la « timidité » de certaines positions fédérales, il cesse son activité syndicale en 1968. Il décède en 1977.

En 1990 ses camarades débaptisent la rue du Ponceau et la rebaptisent rue Lucien Duffuler. C'est la rue où se situe notre salle de l'Avenir .



RÉGULARISATION DES CHARGES LOCATIVES, PAYER ? OUI, MAIS LE JUSTE PRIX !

Les régularisations de charges locatives viennent d'arriver pour certains locataires et pour d'autres, suivant le bailleur social, ce sera fin août. **Les montants délirants de certaines régularisations ne peuvent que pousser les locataires à se mobiliser surtout quand ils sont le résultat de logements non entretenus et/ou de prestations non exécutées.**

En effet, comment accepter de payer ces régularisations quand votre ascenseur est régulièrement en panne, quand vous n'avez pas de chauffage, pas d'eau chaude, des fuites d'eau, de l'humidité dans le logement, des cafards, des punaises de lit, des espaces verts non entretenus et des parties communes nettoyées une fois sur deux.

Les locataires n'en peuvent plus d'être victimes des défaillances des bailleurs sociaux !



Manque de personnels ! Sous-traitance à outrance ! Manque de contrôle de l'exécution des prestations et des chantiers sous-traités ! réhabilitation à moindre coût ! **Le logement social va mal mais cela n'empêche pas l'augmentation parfois surprenante des rémunérations des premiers dirigeants des bailleurs sociaux !**

Et des augmentations bien loin de celles attribuées aux personnels, pourtant les premiers confrontés aux difficultés des locataires.

La part des aides au logement (APL, ALF, ALS) réduit le montant de la quittance de loyer. **Si ce montant réduit ne doit pas conduire le locataire à accepter d'être mal logé, il ne doit pas non plus réduire son droit d'expression.** Les aides aux logements sont issues des cotisations sociales payées par l'employeur à partir des salaires des travailleurs, c'est ce qu'on appelle le salaire socialisé. Aujourd'hui, les loyers sont trop élevés par rapport aux revenus des locataires. Il faut donc augmenter les salaires et les retraites ! Baisser les loyers.

Le FSL (fonds de solidarité pour le logement) apporte une aide financière aux locataires ayant de faibles revenus, qui ont des difficultés à payer les frais liés à leur logement. **Au regard de ces régularisations dont certains bailleurs n'arrivent pas à faire la transparence, n'est-ce pas une anomalie de les faire payer par le FSL dont le financement est assuré par le conseil départemental à partir d'impôts ?** Le FSL dont le montant est figé et distribué suivant des critères précis mais sur le principe du "1^{er} arrivé/1^{er} servi" laissera des locataires dans le désarroi. C'est évident !

Les bailleurs doivent faire la transparence sur les factures des charges locatives, et sur les sommes perçues au titre du bouclier tarifaire pour les collectifs, du 1^{er} novembre 2021 au 31 décembre 2022. Les logements ne peuvent plus être des passoires thermiques !

ASSOCIATION POUR L'INFORMATION
ET LA DÉFENSE DES CONSOMMATEURS SALARIÉS,
RETRAITÉS, PRIVÉS D'EMPLOI, ÉTUDIANTS

www.indecosa-cgt59.fr



contact@indecosa-cgt59.fr

LA GREVE DES TRAVAILLEURS SANS PAPIER COMPAGNONS D'EMMAÛS : UNE LUTTE FONDAMENTALE DE NOTRE CLASSE

Depuis son déclenchement à la Halte Saint-Jean de Saint-André les Lille, le 1^{er} juillet, la grève des travailleurs sans papier compagnons d'Emmaüs, soutenue dès le départ par notre Union départementale et le CSP59, s'est étendue à la communauté de Grande-Synthe (fin août) puis à celle de Nieppe (depuis le 30 septembre) sur la base d'un cahier revendicatif commun.

Et c'est un système mafieux bien rodé de surexploitation d'une main d'œuvre captive dans le plus pur style néocolonial combinant travail dissimulé et traite des êtres humains qu'a révélé la lutte en cours. Ainsi que l'exprime un gréviste de Grande-Synthe « *Lorsque nous sommes arrivés on nous a proposé le statut OACAS en nous promettant un dossier de régularisation après 3 ans de travail. Or à ce jour cette promesse n'a pas été respectée. Certains d'entre nous sont ici depuis 5 ans sans qu'aucun dossier n'ait été déposé à la Sous-préfecture. Nous avons bien compris que nous sommes devenus des travailleurs essentiels à la bonne marche du magasin. Nous avons bien compris que la direction fait en sorte que nous ne partions pas en ne déposant pas nos dossiers en bonne et due forme à la Sous-préfecture. Pire ! Pour l'un d'entre nous elle a bloqué une embauche dans une entreprise extérieure* ». C'est un système que l'on peut, sans crainte de se tromper, qualifier de **traite des êtres humains** et de **travail dissimulé**. D'ailleurs une plainte a été déposée par les grévistes en ce sens par les grévistes.

Mais que les salariés, que les syndiqués, que les militants ne regardent pas cette lutte comme la lutte des seuls travailleurs sans papier. A bien y regarder, la lutte des travailleurs et des travailleuses sans papier compagnons d'Emmaüs est la lutte de toute notre classe. C'est ce qu'on bien compris les filles de Vertbaudet qui viennent soutenir les grévistes et exercer concrètement la solidarité de classe, cette même solidarité qui leur a permis de tenir durant leur grève exemplaire et victorieuse. Car

elles ont compris que l'exploitation est la même. Ce n'est qu'une question de forme et d'une plus ou moins grande brutalité quotidienne pour l'obtention d'une soumission ouvrière propice à une rentabilité maximale de la main-d'œuvre.

Ainsi, seule la peur d'être expulsé du logement et de se retrouver dans la rue explique que certains compagnons aient accepté des années durant cette situation, de la même manière que nombre de travailleurs et de travailleuses, dans les entreprises et dans les services, acceptent la dégradation continue de leurs conditions de travail et les bas salaires par peur de perdre le peu qu'ils ont... jusqu'à ce qu'ils relèvent la tête.

C'est pourquoi, pour que le système Emmaüs puisse fonctionner durablement, les directions des communautés ont progressivement développé toute une série de pratiques scandaleuses combinant paternalisme, pressions, menaces d'expulsion, traitements discriminatoires, humiliations, racisme... comme le patronat développe des méthodes de management à l'entreprise ou dans les services qui utilisent les mêmes ressorts.

Mais cela ne saurait être suffisant. Pour que le système de surexploitation des communautés d'Emmaüs puisse se perpétuer, il doit bénéficier de la complaisance, voire du soutien, des cadres et du Conseil d'administration d'Emmaüs France dont les membres pratiquent le double langage et se montrent experts en duplicité.

Ainsi en va-t-il pour la communauté de Nieppe où, après accord de fin de conflit accepté par toutes les parties, Emmaüs est revenu sur sa parole.

Ainsi en va-t-il pour la halte Saint-Jean de Saint-André les Lille où après avoir fait semblant d'aider les grévistes, Emmaüs France, comme le Président Duponchel et la directrice Saingier, affame les grévistes tout en sachant pouvoir compter, tant à Dunkerque qu'à Lille, sur une justice de classe, une justice de l'entre soi, par laquelle 1000 militants de la CGT ont été et continuent d'être inquiétés au profit d'un patronat qui n'a rien à envier au système Emmaüs.



**À VOUS QUI AMÉLIOREZ
LE QUOTIDIEN DES SALARIÉS
EN AFFIRMANT VOS VALEURS**



Créé il y a 55 ans par des militants syndicaux, le groupe Up vous accompagne pour favoriser les progrès sociaux dans l'entreprise, simplifier votre mission et proposer des produits et services adaptés aux besoins des salariés : pause déjeuner, action sociale, culture, cadeaux, loisirs, solution de gestion.

Choisir le groupe Up, c'est choisir un groupe indépendant, dont la maison mère est une coopérative détenue à 100 % par ses salariés & un acteur emblématique de l'Économie Sociale et Solidaire, qui ne cesse de diversifier ses solutions, répondant ainsi aux enjeux liés aux conditions de vie et de travail.

- Cadeau/Culture ▸ Déjeuner
- Équilibre vie pro./vie perso.

Retrouvez les solutions du groupe Up pour favoriser le dialogue social et améliorer le quotidien des salariés sur up.coop
Contact : info Partenariatsetcooperation@up.coop



Le Groupe Up est partenaire de



**Ça fait du bien
au quotidien**

Echos des luttes

ATHENES-LILLE, LES VOYAGES FORMENT LA SOLIDARITE DE CLASSE

Nos camarades du syndicat grec PAME, pleinement engagés dans la lutte de classe, laquelle comprend le combat pour la PAIX et contre l'occupation de la Palestine, apprenant la répression touchant notre CGT dans ce même combat, avec la garde à vue de notre secrétaire général le 20 Octobre dernier, ont pris l'initiative d'une visite de solidarité.

C'était ce 9 novembre à la bourse du travail. Merci à eux !



Présence de Sophie Binet, secrétaire générale

MERCREDI 8 NOV. 19H
131 JOURS DE GRÈVE
RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN



Retrouvez l'intervention complète sur notre facebook UD CGT NORD

En cette fin d'année, l'urgence c'est **D'AUGMENTER LES SALAIRES**



L'inflation continue. Tout augmente, sauf nos salaires.

La hausse des prix atteint 4,9 % sur 2023. Sous l'effet de l'inflation, nos salaires reculent, et remplir le réfrigérateur, payer ses factures ou partir en vacances devient de plus en plus difficile. Pire, 8 millions de personnes, soit un quart des travailleurs, sont aujourd'hui précaires (Observatoire des Inégalités, 2023).

L'inflation est amplifiée par les profits : en Europe 45 % de la hausse des prix est liée aux marges des entreprises (FMI, 2023). La France est championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires, mais pas des augmentations de salaire...

Le salaire net c'est pour le mois, le salaire brut c'est pour la vie.

Plutôt que d'augmenter nos salaires, on ne nous concède que des primes non cotisées, exceptionnelles et individuelles au bon vouloir des employeurs (« prime de partage de la valeur », dite prime Macron). Il en va de même pour la prime de participation ou l'intéressement qui ne répondent pas à la hausse du coût de la vie et ne comptent pas pour notre protection sociale (maladie, chômage, maternité, paternité, invalidité, retraites).

Pour rattraper l'inflation : l'urgence c'est d'augmenter les salaires dans toutes les entreprises et les services !

► Dans nos entreprises nous revendiquons :

- une hausse générale des salaires ;
- une réouverture des NAO pour augmenter les salaires au moins autant que l'inflation.

► Après du gouvernement nous revendiquons :

- la hausse du point d'indice des fonctionnaires et les pensions de toutes les retraités de 10 % ;
- l'augmentation du Smic à 2 000 euros bruts pour un temps plein : le minimum salarial doit permettre de vivre décemment ;
- une loi pour maintenir le niveau de vie de toutes et tous : l'indexation des salaires sur le Smic et les prix. Quand les prix augmentent, le Smic augmente d'autant automatiquement. Il faut étendre cette loi pour tous les salaires du public et du privé. Ce n'est pas du plus, c'est juste pour éviter le moins.

La CGT a proposé ces mesures d'urgence sur les salaires lors de la conférence sociale du 16 octobre 2023. Le gouvernement doit les mettre en œuvre.

► Dans les branches professionnelles les employeurs doivent :

- ouvrir des négociations afin d'acter des augmentations générales de salaire et le rattrapage des inégalités salariales entre les femmes et les hommes ;
- revaloriser les grilles salariales de l'ensemble des catégories professionnelles pour reconnaître les qualifications, notamment dans les métiers féminisés du soin et du lien.



La CGT appelle, dans l'unité aux côtés de toutes les organisations syndicales françaises, à participer à la manifestation européenne du 13 décembre 2023 à Bruxelles pour des hausses de salaire et l'égalité entre les femmes et les hommes et contre l'austérité. (voir cgt.fr/13dec)

organisé-es et mobilisé-es nous allons gagner !

Pour gagner des hausses générales de salaires nous pouvons :

- nous mobiliser en s'organisant dans les entreprises et les administrations pour réclamer l'ouverture de négociations salariales ;
- rejoindre la CGT, la construire ou la renforcer en se présentant aux élections, et voter CGT.



NOUS SOMMES UN LIEN ENTRE 3 MILLIONS D'ADHÉRENTS.



Plus que jamais, nos équipes continuent de se mobiliser pour vous, afin de tisser un lien toujours plus solide.

aesio.fr



Santé - Prévoyance - Épargne - Retraite - Auto - Habitation

Mutuelle Française, mutuelle adhérente aux dispositions du livre I du code de la mutualité, immatriculée sous le n° 775 627 531 dont le siège social est 4 rue du Général Foy 75006 PARIS. Crédit photo: Alexis Taintaud. Document non contractuel à caractère publicitaire. 21-666-015

 **AÉSIO
MUTUELLE**

DÉC|ONS ENSEMBLE DE V|VRE M|EUX

Depuis le début du premier mandat d'Emmanuel Macron, en 2017, plus de 850 femmes ont été tuées, toutes victimes de féminicides et plus de 1000 enfants sont orphelinEs et abandonnéEs par un état qui ne les a pas protégé.e.s.

MANIFESTATION FÉMINISTE

25 NOVEMBRE

contre les violences sexistes et sexuelles

RDV à 14h devant l'Opéra à Lille



Militants, adhérents, ensemble soyons solidaires

**Depuis plus
de 30 ans,
la Macif protège
l'activité
syndicale**

partenariat@macif.fr



MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.